



Controverses sur l'élevage bovin en France

E. DELANOUE, IFIP-Institut du Porc, La Motte au Vicomte, BP 35104, 35651 Le Rheu, France, elsa.delanoue@ifip.asso.fr

C. ROGUET, IFIP-Institut du Porc, La Motte au Vicomte, BP 35104, 35651 Le Rheu, France

A.C. DOCKES, Institut de l'Elevage, 149 rue de Bercy, 75012 Paris

L'élevage français a connu au cours du temps des évolutions importantes. Ses impacts sur l'environnement naturel et humain, et la sensibilité croissante de la population aux conditions de vie des animaux, ont conduit différents acteurs de la société à formuler une critique, parfois radicale, des modes d'élevage. Dans ce contexte, le GIS Elevages Demain a entrepris un travail d'analyse de ces remises en cause, pour les principales filières d'élevage en France (bovins, porcs, volailles de chair, œufs et caprins). Cette étude a pour objectif d'offrir aux parties prenantes des débats sur l'élevage, en premier lieu les éleveurs et leurs partenaires, une meilleure connaissance des attentes de la société envers l'élevage, dans leur diversité.

Une trentaine d'entretiens a été réalisée, entre octobre 2012 et avril 2014, auprès d'acteurs des filières d'élevage (interprofessions, syndicats, conseillers, éleveurs, instituts techniques) et d'associations (associations environnementales et de protection animale). Les associations enquêtées se placent dans une démarche d'amélioration de l'élevage et ne souhaitent pas son abolition. L'analyse des discours et de la littérature a conduit à classer les débats sur l'élevage en quatre grands thèmes : l'impact environnemental, le bien-être animal, la santé et l'organisation de l'élevage¹ (Figure 1).

Environnement	Bien-être Animal	Santé	Organisation
Emissions de GES	Définition	Antibiotiques	Système intensif
Pollution des eaux	Conditions de vie	Risques d'épizooties et de zoonoses	Concentration géographique
Alimentation des animaux (soja, OGM)	Interventions humaines		
Utilisation de ressources (eau, terres)			
Nuisances (odeurs, bruit)			

Figure 1 Points de débat et remise en cause de l'élevage identifiées lors des entretiens

¹ Voir Delanoue E., Roguet C., 2014. Recensement et analyse des controverses sur l'élevage en France : regards croisés de différents acteurs de la société. Séminaire GIS Elevage Demain, 11 juin 2014, 6p.

Si les différentes filières d'élevage sont concernées par tous ces points de débat, leur hiérarchie et les enjeux qui leur sont liés diffèrent selon les filières (Figure 2). Cette fiche présente le recensement et l'analyse des controverses sur l'élevage bovin, laitier et allaitant, qui est principalement concerné par les questions environnementales : émissions de gaz à effet de serre et utilisation de ressources (terres et eau). Ces questions se posent à une échelle globale pour les aspects climatiques, globale et locale pour l'eau. L'élevage bovin français se trouve critiqué au même titre que celui d'autres pays ayant des systèmes de production très différents. Il apparaît, par contre, moins critiqué que les autres productions animales au sujet du bien-être animal.

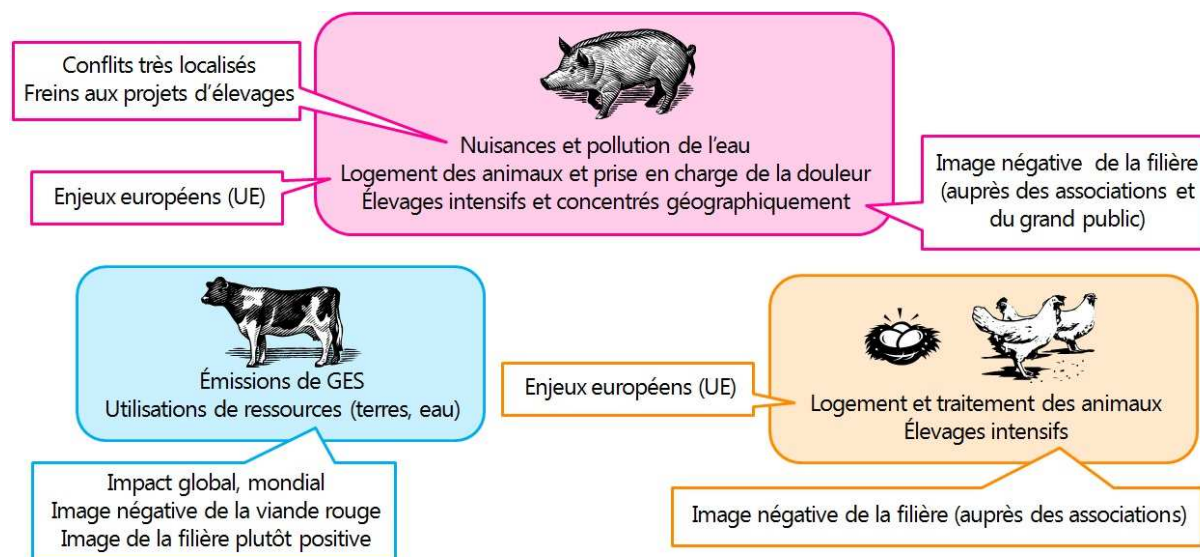


Figure 2 : Principales remises en cause de chaque filière d'élevage et enjeux associés (d'après les entretiens réalisés)

L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Les émissions de gaz à effet de serre, principale remise en cause de l'élevage de ruminants

Le débat sur ce sujet est très vif actuellement. D'après les acteurs des filières bovines, les élevages de ruminants sont les premiers concernés par cette controverse, qui touche davantage la production de viande que l'élevage laitier. Elle a été lancée en 2006 par le rapport « *Livestock Long Shadow* » de la FAO² – dans lequel la contribution mondiale de l'élevage aux émissions de gaz à effet de serre avait été évaluée à l'époque à 18%, soit plus que les transports – et est régulièrement ravivée depuis par la publication d'études sur le climat³. Plus récemment la contribution de l'élevage a été revue à la baisse par la FAO (14%) mais les contradicteurs de l'élevage se réfèrent toujours à l'estimation de 2006. Le débat porte en fait surtout sur les émissions de méthane par les animaux et sur leur ampleur...

Les acteurs des filières rencontrés mettent en avant la capacité des ruminants à fournir des aliments pour l'homme (lait et viande) à partir de ressources qu'eux seuls peuvent transformer (herbe, fourrages). Ils expliquent que cette capacité est liée à un rejet naturel de méthane dans

² FAO, 2006. *Livestock's long shadow, environmental issues and options*. FAO Rome, Italie.

³ La plus récente à la rédaction de cet article, qui a fait l'objet de plusieurs articles dans la presse française suite à sa publication : Eshel G., Shepon A., Makov T., Milo R., 2014. Land, irrigation water, greenhouse gas, and reactive nitrogen burdens of meat, eggs, and dairy production in the United States. *PNAS*, 111, 33, 11996–12001.

l'atmosphère, qui peut être en partie compensé par le stockage de carbone dans les sols des prairies. Ils notent toutefois que l'évaluation précise de ce stockage est complexe. Les partisans de l'élevage intensif argumentent aussi sur la meilleure productivité des animaux, qui permet de réduire les émissions de méthane par unité de produits animaux. Les associations ne pointent pas du doigt l'élevage bovin seul dans les activités responsables du changement climatique. Elles reconnaissent les capacités de stockage de carbone des prairies, et également que le méthane n'est pas le seul facteur de dérèglement climatique :

« On est conscient du fait que le méthane, c'est moins de 50 % des émissions de gaz à effet de serre en France. On ne va pas confondre les enjeux, ce n'est pas le méthane qu'est responsable de tout. » (association environnementale)

Leur inquiétude concerne plutôt les élevages bovins où les animaux ne sont pas nourris à l'herbe, et qui n'entretiennent donc pas les prairies.

Les associations rencontrées ont eu plusieurs échanges avec les acteurs des filières bovines, notamment lors d'une concertation sur l'impact de la filière sur l'environnement, initiée par l'interprofession de la viande. Elles disent apprécier cette démarche, bien que certaines d'entre elles soupçonnent l'interprofession de chercher à construire un argumentaire. Cette concertation a permis d'acter les points de consensus et de dissensus. L'un des points de rapprochement entre filière et associations est l'affichage environnemental : pour les deux parties, l'évaluation des impacts environnementaux par ACV (Analyse de Cycle de Vie) biaise les résultats et pénalise les filières bovines. Selon eux, cette approche tend à montrer que la concentration et l'agrandissement des élevages permet de maîtriser les impacts environnementaux, or les deux parties souhaitent préserver les élevages de taille moyenne. Elles souhaitent une méthode d'évaluation tenant compte de la multifonctionnalité de l'élevage pour pondérer les résultats (fonctions sociales et environnementales telles que l'entretien des paysages, le maintien de la vitalité des espaces ruraux, etc.).

Des animaux en concurrence avec l'homme sur les ressources

Si quelques associations ont relevé des problèmes de gestion des effluents d'élevages bovins en Bretagne, région à forte concentration d'élevages, elles ont rarement abordé l'impact de l'élevage bovin sur la qualité de l'eau. En revanche, c'est la quantité d'eau consommée par les élevages bovins qui interpelle le plus les acteurs des filières bovines. Au milieu des années 2000, plusieurs associations ont évalué à 15 000 litres⁴ la quantité d'eau nécessaire pour produire 1 kg de viande bovine, une valeur que les acteurs de la filière et certaines associations ont depuis contestée. Les filières considèrent qu'il n'y a pas lieu de comptabiliser l'évapotranspiration naturelle liée à la production de fourrage ou d'aliment, et que seule l'eau utilisée pour l'irrigation nécessaire à la production des aliments et la consommation d'eau directe en élevage et qui entre réellement en concurrence avec les besoins de l'homme est à considérer. Cette controverse sur l'eau, qualifiée lors des entretiens de « moins violente » que celle sur les gaz à effet de serre, renvoie cependant à la question importante de la compétition entre humains et animaux d'élevage pour les ressources naturelles.

Il est reproché à l'élevage son manque d'efficacité pour transformer des protéines végétales en protéines animales. La controverse porte sur le fait que les surfaces utilisées pour l'alimentation animale pourraient nourrir plus de personnes si elles étaient directement utilisées pour l'alimentation humaine. Selon les acteurs des filières, les céréales ne sont utilisées, en élevage de

⁴ Chiffre tiré de l'étude de Hoekstra A.Y., 2012. The hidden water resource use behind meat and dairy. Animal Frontiers, 2, 2, 3-8.

ruminants, qu'en complément de l'herbe pour sécuriser l'alimentation, et l'élevage permet de valoriser dix millions d'hectares de prairies non labourables. Les associations considèrent l'élevage bovin allaitant comme peu problématique du fait de son lien au sol, de son alimentation essentiellement au pâturage et d'un modèle d'exploitation relativement extensif. Elles se préoccupent davantage de l'élevage laitier intensif et militent notamment pour une substitution du soja dans la ration. La culture de soja, l'une des matières premières agricoles les plus échangées au monde, est considérée par les associations comme ayant de nombreux impacts environnementaux négatifs, en particulier dans les régions sensibles à haute valeur environnementale comme l'Amazonie. Elle est notamment associée, par les associations, aux OGM et à la déforestation. Si les associations n'envisagent pas la faisabilité à l'heure actuelle d'une élimination totale du soja dans l'alimentation animale, elles militent pour une utilisation minimale de soja importé, systématiquement issu de productions certifiées durables. Pour elles, les alternatives au soja contribuent à valoriser les productions végétales locales par l'élevage. Les protéagineux par exemple fournissent un bénéfice agronomique direct pour les céréaliers en fixant l'azote dans le sol, constituent une excellente tête de rotation et sont sources de protéines pour les élevages locaux. Ainsi, pour l'ensemble des associations rencontrées, l'élevage doit tendre à une plus forte autonomie, notamment en protéines.

« On ne va pas dire que toute l'alimentation animale doit être produite sur l'exploitation, ce n'est pas possible. Mais il faut un vrai retour, un vrai lien au sol. » (association environnementale)

LE BIEN-ETRE ANIMAL

Malgré des inquiétudes sur l'élevage intensif, le bien-être des vaches est jugé satisfaisant

L'écornage est la principale pratique sujette à controverse en élevage bovin. Les professionnels de la filière justifient cette pratique par le fait qu'elle évite les blessures entre animaux et est plus sécurisante pour l'éleveur. Toutefois, ils considèrent que des solutions doivent et peuvent être trouvées pour limiter la douleur infligée à l'animal pendant l'acte d'écornage. Les associations tolèrent l'écornage s'il est effectué avant la pousse des cornes et avec une prise en charge de la douleur (anesthésie ou analgésie).

Les critiques sur les conditions de logement des bovins portent sur l'enfermement et la conduite à l'attache. Les acteurs des filières bovines rencontrés jugent les bâtiments satisfaisants en termes de confort pour les animaux, un constat assez partagé par les associations de protection animale pour lesquelles la condition des bovins est jugée moins alarmante que celle d'autres animaux, du moins lorsque les animaux ne sont pas attachés. Leurs campagnes visent d'ailleurs peu cette production. Le pâturage est un point essentiel pour elles. S'il est jugé satisfaisant en France aujourd'hui, les associations craignent un développement de l'élevage laitier exclusivement en bâtiments (sans recours au pâturage).

Certaines associations rendent le système intensif responsable d'acidoses, de réformes trop précoces, de boiteries et de césariennes, et le considèrent comme inconciliable avec le respect du bien-être des vaches. Pour les acteurs des filières bovines, la génomique et le séquençage du génome des animaux peuvent contribuer au progrès dans la prévention des maladies en sélectionnant les animaux les plus résistants ou présentant les meilleurs aplombs. Cette question de la génomique n'a pas été abordée par les associations. Les acteurs des filières soulignent en outre la relation privilégiée qu'ont les éleveurs de bovins avec leurs animaux, y compris en élevage intensif, du fait de leur cycle de vie long de plusieurs années et de leur nombre relativement limité.

L'élevage de veaux pose davantage problème malgré les importants investissements de mise aux normes (conduite en groupe, augmentation des surfaces disponibles...) réalisés suite à l'entrée en vigueur de la Directive européenne 97/2/CE. Si les associations voient l'interdiction des cases

individuelles comme un progrès, elles dénoncent l'engraissement des veaux sur caillebotis et le caractère intensif de cette production.

LA SANTE DES ANIMAUX ET DES HUMAINS

Les filières bovines concernées par les questions d'antibiotiques

Le sujet des antibiotiques concerne plutôt l'élevage laitier que l'élevage allaitant, notamment à cause des mammites qui sont souvent traitées par antibiothérapie. Les associations ne se sont pas exprimées sur cette filière spécifiquement dans les entretiens, mais elles condamnent l'utilisation abusive d'antibiotiques en élevage de manière générale. Les filières bovines et l'ensemble des filières d'élevage ont pris l'engagement de moins et mieux utiliser les antibiotiques en médecine vétérinaire dans le cadre du plan EcoAntibio 2017 du Ministère de l'Agriculture⁵.

« La vache folle », une crise de confiance majeure

La crise de la vache folle est un exemple très emblématique, pour les acteurs rencontrés, des risques sanitaires de l'élevage. En 1996, la découverte chez l'homme d'un variant de la maladie de Creutzfeld-Jacob a été mise en relation avec la consommation de viande bovine atteinte d'Encéphalopathie Spongiforme Bovine due à l'administration de farines animales non sécurisées. Il s'en est suivi l'obligation de tester tous les bovins à l'abattage et, lorsqu'un cas était découvert, d'abattre tout le troupeau concerné. Pour les acteurs des filières, les abattages de troupeaux ont généré un traumatisme dans l'ensemble de la population. Lors de cette crise, de nombreux mouvements associatifs ont vu le jour pour défendre les troupeaux contre ces abattages, par égards pour les animaux mais aussi en solidarité avec les éleveurs. A ce sujet, les acteurs de la filière ont souligné le traumatisme émotionnel et identitaire ressenti par les éleveurs bovins qui ont vu leur troupeau abattu :

« Souvent, c'est un troupeau construit sur plusieurs générations, c'est le père, le grand-père qui avait commencé à le faire, c'est tout un patrimoine familial qui est cassé. Cela va au-delà de la tristesse qu'ils peuvent ressentir à voir partir des animaux qu'ils connaissent et qu'ils ont élevés, car c'est aussi le travail de leur père et de leur grand-père. » (acteur R&D)

Suite à cette crise, la filière bovine a mis en place de nouvelles règles de traçabilité et des éleveurs ont créé la Charte des Bonnes Pratiques en Elevage qui engage les éleveurs adhérents (95 000 en 2014) sur 6 points essentiels : identification, santé du troupeau, alimentation, qualité du lait, bien-être et sécurité, environnement⁶.

Aujourd'hui, cette controverse est beaucoup moins vive qu'à la fin des années 1990 : l'épisode épidémique est terminé depuis plus d'une décennie, et la filière bovine française est perçue par les associations comme fiable au plan sanitaire. Cependant, les controverses sur les maladies et crises sanitaires sont très conjoncturelles et pourraient être rouvertes si de nouveaux « scandales » venaient à éclater. En outre, selon les acteurs rencontrés, au-delà de la naissance des controverses sur les pratiques d'élevage et la traçabilité, cette crise sanitaire est à l'origine d'une crise de confiance durable envers l'élevage en général, et d'une inquiétude toujours forte à l'heure actuelle vis-à-vis de l'industrialisation des systèmes de production.

⁵ Le plan EcoAntibio du Ministère de l'Agriculture prévoit de réduire de 25% en 5 ans l'utilisation des antibiotiques en médecine vétérinaire.

⁶ www.charte-elevage.fr

LES SYSTEMES DE PRODUCTION ANIMALE

Une crainte de l'intensification des systèmes laitiers

Pour les acteurs des filières bovines, les élevages herbivores sont, en France, peu remis en cause sur leurs systèmes et modes de production. Les élevages liés au sol bénéficient d'une image positive auprès de la population et des associations. Ces dernières considèrent qu'on trouve encore peu d'élevages bovins industriels ou hors-sol et reconnaissent que l'élevage bovin, en France, est essentiellement à l'herbe. La filière allaitante en particulier est vue comme très extensive.

La fin des quotas laitiers fait toutefois craindre aux associations une intensification de l'élevage laitier, avec un affaiblissement du lien au sol. La « ferme des 1000 vaches » dans la Somme cristallise les conflits sur cette question. Ce modèle intensif et industriel est rejeté par les associations en raison de ses conséquences jugées négatives sur l'emploi, le bien-être animal et l'environnement. Selon elles, l'élevage bovin hors-sol fait disparaître la fonction écologique des herbivores de valorisation d'espaces en prairies dont la mise en culture est impossible ou peu rentable, et les met en concurrence avec l'alimentation humaine. Pour les acteurs des filières bovines, il est important de maintenir sur le territoire français des systèmes d'exploitation diversifiés. Beaucoup ont insisté sur l'intérêt des prairies et de l'autonomie alimentaire et protéique.

La situation est plus problématique avec les médias. Pour les acteurs des filières, les journalistes font un amalgame, dans leurs reportages, entre les systèmes d'élevage français et les systèmes américains, comme sur l'engraissement en *feedlots* inexistant en France. Selon eux, ces reportages donnent aux citoyens une image de l'élevage français plus industriel qu'il n'est en réalité et entretiennent leur méfiance vis-à-vis des systèmes intensifs.

LA CONSOMMATION DE VIANDE : L'ENJEU MAJEUR DE L'ELEVAGE BOVIN

Au-delà de ces remises en cause de l'élevage en lui-même, les filières bovines sont concernées par une controverse sur la consommation de viande. Selon l'ensemble des acteurs rencontrés, l'idée selon laquelle il faudrait diminuer sa consommation de viande rouge pour des raisons écologiques et éthiques grandit dans l'opinion publique. A ces considérations s'ajoute une inquiétude qui prend de l'importance sur l'impact de la consommation de viande rouge sur la santé. La publication de plusieurs études⁷ à la fin des années 1990 a fait naître une controverse sur le lien entre consommation de viande, cancers et maladies cardio-vasculaires. Si les associations rencontrées ont déclaré ne pas travailler sur ce sujet et reconnaissent à la viande des qualités nutritionnelles, cette controverse est fréquemment relayée dans les médias. Ces associations ne prônent pas le végétarisme et ne sont pas contre l'élevage. Elles ont toutefois des exigences fortes en termes de respect de l'animal, et jugent la surconsommation de viande responsable de problèmes environnementaux à l'échelle mondiale. Elles œuvrent à faire évoluer les habitudes alimentaires, en incitant le grand public à réduire sa consommation de viande et à privilégier celle produite dans des conditions éthiques et écologiques. Cette situation inquiète particulièrement les acteurs des filières bovines et les distributeurs qui redoutent une augmentation du nombre de végétariens et surtout de « flexitariens » au sein de la population, c'est-à-dire de consommateurs adoptant un régime majoritairement mais non exclusivement sans viande. Selon eux, de nouvelles crises sanitaires ou économiques pourraient accélérer cette augmentation.

⁷ Notamment Parnaud G., Corpet D.E., 1997. Cancer colorectal : le rôle controversé de la consommation de viande. Bulletin du Cancer, 84, 9, 899-911.

DE NOMBREUX ATOUTS POUR FAIRE FACE AUX CONTROVERSES

Si l'élevage bovin français est remis en cause sur certains points (Figure 3), il est globalement soutenu par les associations qui saluent son lien au sol encore fort et le maintien du pâturage. La grande diversité des systèmes de production est un point fort des filières laitière et allaitante. L'image positive dont jouissent les systèmes extensifs ou sous signe officiel de qualité retentit sur l'ensemble des filières. Cet élevage correspond encore souvent, malgré ses évolutions et sa modernisation, à l'image "traditionnelle" que se font les associations d'une exploitation agricole et du métier d'éleveur.

La fin des quotas laitiers est toutefois une inquiétude pour beaucoup d'acteurs rencontrés, qui redoutent une industrialisation de l'élevage laitier. Mais on peut penser que les difficultés d'acceptabilité sociale auxquelles doit faire face la « ferme des 1000 vaches » décourageront les éleveurs laitiers de s'engager dans cette voie d'évolution.

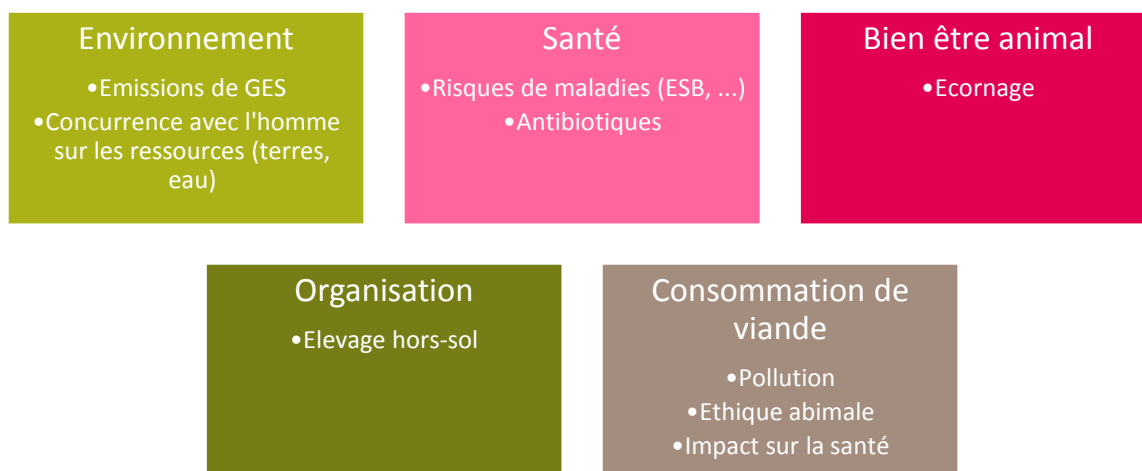


Figure 3 Bilan des principales remises en cause de l'élevage bovin

PERSPECTIVES

Ce travail, s'il a permis d'identifier, de décrire et de hiérarchiser les différents sujets de débats sur l'élevage, a en même temps soulevé de nombreuses questions d'ordre sociologique. Il se poursuit dans deux projets complémentaires d'une durée de 3 ans et débutés en septembre 2014 : un projet CASDAR, intitulé « Acceptabilité des élevages par la société en France : cartographie des controverses, mobilisations collectives et prospective » et la réalisation d'une thèse sur les controverses et mobilisations collectives sur l'élevage en France. L'objectif est d'affiner la connaissance des controverses sur l'élevage et de comprendre les mécanismes sociaux favorisant l'expression de ces controverses dans le débat public.

Remerciements

Les auteurs remercient vivement les personnes rencontrées pour l'accueil réservé à ce travail et leur disponibilité. L'étude a été financée par le GIS Elevages Demain et le CASDAR.